

Pour la défense des droits des personnes trans & intersexes,

Prenons la rue le 14 mai en rejoignant l'ExisTransInter !

Depuis vingt-cinq ans, cette marche annuelle met en avant la lutte pour les droits des personnes trans et intersexes. Renommée « ExisTransInter » en 2019, l'ExisTrans naît en 1997, à l'initiative de l'Association du syndrome de Benjamin, ancienne association d'entraide, pour la défense et la dignité des personnes trans.

Les agressions, violences, meurtres et assassinats transphobes et intersexophobes sont en hausse, comme les suicides : la transphobie et l'intersexophobie poussent certaines personnes à attenter à leurs jours.

Nous pensons particulièrement à Paula, Ambre, Ivanna : 3 femmes assassinées parce que trans. Nous pensons aussi à Doona, Luna/April, Nicolas, Tristan, Sasha, et Dinah qui ont mis fin à leur jour en raison de la transphobie.

Les barrières administratives, la psychiatrisation constante, les difficultés d'accès à un logement, à un emploi constituent un continuum de violences envers les personnes trans.

Le monde du travail est un des lieux d'expression des discriminations et notamment des LGBTI-phobies : injures, harcèlements, mépris affiché, « outings » forcés, inégalités de traitement ou d'avancement de carrière... Le niveau de protection des salarié.es est amoindri par les nouvelles politiques managériales qui individualisent le rapport à la hiérarchie. Cela impacte la lutte pour l'égalité des LGBTI+ au travail.

Il aura fallu 5 ans au gouvernement pour voter une loi a minima contre les thérapies de conversion, mais sans toutefois inclure les amendements d'interdiction des mutilations des enfants intersexes, et pour voter la PMA pour toutes mais en excluant les personnes trans.

Quant à la menace de l'extrême droite, elle plane toujours. L'extrême droitisation de la société nous inquiète fortement. Lorsque l'extrême droite est au pouvoir, les droits de toutes et tous sont systématiquement remis en question, à commencer par les droits des personnes LGBTI. C'est pour ces raisons que nous rappelons qu'aucune voix ne doit aller à l'extrême droite !

L'Union Syndicale Solidaires appelle à se joindre l'ExisTransInter et revendique :

- La mise en place de dispositifs dédiés dans les lieux de formation et de travail afin de sensibiliser aux discriminations subies par les personnes trans et intersexes



- La possibilité de changement d'état civil libre et gratuit par simple déclaration devant un officier d'état civil en mairie, sans intervention des pouvoirs médicaux et judiciaires.
- Une politique de prévention et de suivi, et des prérogatives et moyens pour le faire dans les instances du personnel (du public comme du privé).
- Le respect du prénom et des pronoms d'usage partout, dans les entreprises comme dans les administrations.
- La dépsychiatisation, pour en finir avec le pouvoir des psychiatres sur les parcours trans et la légitimation des mutilations des personnes intersexes
- Le remboursement à 100 % des frais

médicaux de transition sans condition, y compris à l'étranger lorsqu'elles ne peuvent pas être réalisées en France.

- Le renforcement et le renouvellement des campagnes publiques de prévention contre le VIH/Sida, hépatites et Infections Sexuellement Transmissibles.
- Des structures d'accueil publiques pour les victimes de LGBTQI+phobies.
- Des aides publiques aux associations de lutte contre les LGBTQI+phobies et de lutte contre le VIH/Sida
- Solidarité internationale LGBTQI+ avec droit d'asile automatique.
- L'accès libre pour les personnes trans et intersexes, aux options de conservation et de restitution des gamètes en vue de la préservation de leur fertilité, ainsi que l'accès libre à la PMA avec le droit à l'anonymat du don de gamètes



- La fin de mutilations et des traitements hormonaux des personnes intersexes